



Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Objet du marché public :

Travaux d'entretien et de vérification des toitures, couvertures, points d'ancrage et lignes de vie, nettoyage des vitrages inaccessibles et révision des ouvrants situés en toiture au Palais-Royal.

Service acheteur :

Conseil d'État – Direction de l'équipement

1. Objet du marché	3
2. Dispositions générales	3
2.1. Modalités de passation.....	3
2.2. Forme du marché.....	3
2.3. Allotissement	3
2.4. Durée de l'accord-cadre	3
2.5. Lieu d'exécution	3
2.6. Réalisation de prestations similaires.....	4
2.7. Sous-traitance	4
2.8. Confidentialité et protection des données à caractère personnel.....	5
3. Pièces constitutives.....	5
4. Dispositions en matière de protection de l'environnement.....	5
4.1. Dispositions générales.....	5
4.2. Mesures relatives à la gestion des déchets	5
5. Modalités d'exécution des prestations à bons de commande.....	5
5.1. Présentation des devis.....	5
5.2. Contenu et émission des bons de commandes	6
5.3. Délai d'exécution des bons de commande	6
6. Prix, variation du prix	7
6.1. Nature des prix	7
6.2. Contenu des prix	7
6.3. Variation du prix	7
7. Retenue de garantie.....	8
8. Avance	8
9. Règlement des comptes.....	8
9.1. Périodicité des paiements	8
9.2. Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct	8
9.3. Intérêts moratoires	9
9.4. Présentation et transmission des factures.....	9
10. Nantissement.....	10
11. Pénalités	10
12. Opérations de réception.....	12
13. Assurance	12
14. Changements relatifs à la situation juridique du titulaire.....	12
14.1 Changement de dénomination sociale du titulaire	12
14.2 Changement de personnalité morale du titulaire en cours d'exécution.....	13
15. Résiliation	13
16. Différends et litiges	13
17. Dérogations au CCAG applicable.....	14

1. Objet du marché

Le marché a pour objet l'entretien et la vérification des toitures, couvertures, points d'ancrage et lignes de vie, nettoyage des vitrages inaccessibles et révision des ouvrants situés en toiture au Palais-Royal.

2. Dispositions générales

2.1. Modalités de passation

La consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée en application des dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique.

2.2. Forme du marché

Il s'agit d'un marché composite correspondant pour partie à un marché ordinaire, dont les prestations sont réglées à prix global et forfaitaire et pour partie à un accord-cadre mono-attributaire exécuté exclusivement au moyen de bons de commande :

- la partie relevant du marché forfaitaire est composée des prestations identifiées dans la DPGF, soit :

- entretien et vérification des toitures et couverture du site ;
- entretien et vérification des lignes de vie et points d'ancrage ;
- nettoyage des vitrages inaccessibles ;
- révision des ouvrants situés en toiture.

- la partie relevant de l'accord-cadre est composée des prestations identifiées dans le bordereau des prix unitaires.

La partie à bons de commande est conclue sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 60 000 € HT.

2.3. Allotissement

Le présent accord-cadre n'est pas alloti. En effet, l'allotissement serait de nature à complexifier l'exécution technique des prestations.

2.4. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé pour une durée ferme d'un an à compter de sa date de notification.

Il peut faire l'objet de trois (3) reconductions tacite d'une durée d'un an chacune. Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

Le pouvoir adjudicateur pourra prendre, par écrit, une décision de non reconduction de l'accord-cadre. Dans ce cas, il informera le titulaire, dans le délai de deux mois précédant la date anniversaire du marché.

La durée du marché ne peut dépasser quatre (4) ans.

2.5. Lieu d'exécution

Conseil d'État (site du Palais-Royal)
1, place du Palais-Royal
75001 PARIS

2.6. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés publics ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché public dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence.

2.7. Sous-traitance

Il sera fait application des dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-8 du code de la commande publique. Les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

Documents à fournir :

- Le formulaire DC4, dans sa dernière version en vigueur en original signé par le titulaire et le sous-traitant. Toutes les rubriques doivent être correctement renseignées : objet, numéro CHORUS, numéro de devis le cas échéant etc. ;
- L'extrait Kbis ou équivalent, **datant de moins de trois mois**, du titulaire et du sous-traitant. Si le nom du signataire du formulaire DC4 n'apparaît pas sur le document précédent, une délégation de pouvoir signée par la personne habilitée de plein droit à représenter la société (dont le nom est mentionné dans l'extrait Kbis ou équivalent), ou le cas échéant, les pouvoirs successifs permettant de faire le lien entre cette personne et le signataire du formulaire DC4 ;
- Les capacités techniques, professionnelles, économiques et financières du sous-traitant : la rubrique H du DC4 doit être renseignée, ou si ce n'est pas le cas, les capacités doivent être annexées au formulaire DC4. Le titulaire doit indiquer ses moyens humains (dont le personnel d'encadrement) pendant les trois dernières années, son chiffre d'affaires des trois dernières années, et une liste de références sur les cinq dernières années ou tout autre preuve permettant de s'assurer des capacités du sous-traitant ;
- Le relevé IBAN du sous-traitant ;
- Le cas échéant, en cas de recourt à des salariés détachés, les justificatifs exigés à l'article L. 1262.2.1 du code du travail ;
- Le cas échéant, et en application des articles L. 8254-1 et D. 8254.2 à 5 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221.2 2° du code précité (cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ;
- L'attestation d'assurance en cours de validité du sous-traitant ;
- Si le titulaire a cédé son marché, il doit fournir l'exemplaire unique ou une attestation de main levée de la banque.

Le dossier complet doit être adressé au maître d'ouvrage par lettre recommandée avec avis de réception.

En tout état de cause, le titulaire ne pourra pas justifier un retard dans l'exécution de son marché public sur la base d'une difficulté à obtenir l'agrément de son sous-traitant et la sous-traitance ne pourra être acceptée au-delà du deuxième rang.

Il doit être noté que dans le cadre d'une déclaration de sous-traitance, le Conseil d'Etat sera susceptible de demander au titulaire de lui fournir le contrat de sous-traitance afin d'agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous

réserve de cette acceptation et de cet agrément.

2.8. Confidentialité et protection des données à caractère personnel

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-Travaux s'appliquent.

3. Pièces constitutives

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe : le document récapitulatif « DPGF - BPU - DQE » ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe « Tableau de suivi des bons de commandes et pénalités » ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Cahier des exigences
 - Annexe 2 : Liste des ouvrages et équipements
 - Annexe 3 : Gammes minimales d'entretien
 - Annexe 4 : Pièces graphiques
- Le diagnostic technique amiante
- Le diagnostic plomb
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
- Les éléments constituant l'offre technique du titulaire.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

4. Dispositions en matière de protection de l'environnement.

4.1. Dispositions générales

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

4.2. Mesures relatives à la gestion des déchets

L'article 9 du CCTP définit les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets.

5. Modalités d'exécution des prestations à bons de commande

Les prestations non incluses dans le périmètre des prestations énumérées dans la DPGF s'exécutent exclusivement au moyen de bons de commande. Le tableau de suivi des bons de commandes et pénalités pour les prestations concernées est annexé au présent CCAP.

5.1. Présentation des devis

Le titulaire établit des notes de présentation pour toutes les opérations commandées par bons de commande qu'il estimerait indispensables ou que le pouvoir adjudicateur lui demanderait par écrit. Ces notes comprennent au moins :

1. le constat précis ayant conduit à la proposition (le service non rendu) ;
2. la justification que la prestation ne rentre pas dans le cadre du forfait ;
3. l'analyse technique du problème avec fourniture d'un plan détaillé ;
4. la présentation détaillée de la solution ;
5. une estimation financière tenant compte des franchises ou de la main d'œuvre incluse au forfait ; les prix proposés doivent être détaillés en prix unitaires et correspondre à ceux du BPU
6. un délai de réalisation prévisionnel, conforme aux fréquences des gammes de maintenance exigées au CCTP ;
7. les contraintes d'exécution (bruit, arrêt d'installation).

Ces notes sont soumises au pouvoir adjudicateur qui confirme son accord par écrit sur le besoin et sur l'établissement d'un devis.

Le devis est accompagné obligatoirement des justificatifs de coûts des pièces et fournitures.

5.2. Contenu et émission des bons de commandes

Les bons de commande sont notifiés au titulaire après validation du devis par le maître d'ouvrage et comportent les mentions suivantes :

- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro du bon de commande ;
- la référence et l'objet du marché (avec numéro CHORUS) ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le service émetteur de la commande ;
- l'adresse de facturation ;
- la signature de la personne habilitée ;
- la désignation exacte des prestations (nature, lieu...) ;
- les délais d'exécution des prestations ;
- le prix unitaire hors taxes ;
- la quantité commandée ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de l'accord-cadre sans que leur durée d'exécution ne puisse dépasser trois mois à l'issue de la date d'arrivée à échéance de l'accord-cadre.

5.3. Délai d'exécution des bons de commande

Le délai d'exécution est fixé sur chaque bon de commande.

6. Prix, variation du prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

6.1. Nature des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application de prix mixtes fixés dans l'acte d'engagement et son annexe.

6.2. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations, conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux.

6.3. Variation du prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Ils sont fermes la première année puis révisables tous les ans à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Si l'index cité ci-dessous est supprimé en cours d'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer un nouvel indice équivalent.

En cas de passation d'un avenant, les prix établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant. La clause ci-dessus s'appliquera avec un mois Mo correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire du marché.

Les prix seront révisés annuellement selon les formules suivantes :

- **Pour la partie relevant du marché ordinaire :**

$$P_n = P_o \times I_n / I_o$$

Formule dans laquelle :

P_n = prix révisé

P_o = prix de base

I_n = dernière valeur publiée de l'indice à la date d'anniversaire de notification du marché

I_o est la dernière valeur publiée de l'indice au mois Mo d'établissement des prix du marché.

L'indice de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est : **ICHTrev-TS** (publié par l'INSEE).

- **Pour la partie relevant de l'accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande :**

$$P_n = 0.15 + 0.85 \times (I_n / I_o)$$

Formule dans laquelle :

Pn = prix révisé (BPU)

In = dernière valeur publiée de l'indice à la date d'anniversaire de notification du marché

Io est la dernière valeur publiée de l'indice au mois Mo d'établissement des prix du marché.

L'index retenu est le suivant : **BT 34 – Couvertures et accessoires zinc et métal (sauf cuivre)**

En cas de cessation, de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter, par simple échange de lettre et sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire :

- l'indice de remplacement publié,
- ou, si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

7. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie n'est prévue dans le cadre du présent marché.

8. Avance

Une avance est versée au titulaire conformément aux dispositions des articles R. 2191-3 et R. 2191-5 à R. 2191-12 du code de la commande publique et à l'option A de l'article 10.1 du CCAG-Travaux, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance sera, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, égal à 20% du montant initial TTC du marché. Si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le taux de l'avance sera, dans les mêmes conditions, porté à 30%.

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois.

9. Règlement des comptes

9.1. Périodicité des paiements

Les prestations incluses dans le forfait annuel seront réglées à présentation des factures, mensuellement, en fonction de la réalisation des gammes de maintenance et après admission et réception des prestations par la personne publique.

Un planning de facturation peut être présenté, dès la notification du marché, en fonction du planning prévisionnel des gammes de maintenance à effectuer.

Ce planning de facturation sert également de suivi d'avancement permettant de constater et réceptionner la prestation forfaitaire réalisée.

Les prestations faisant l'objet de bons de commande seront réglées à service fait après admission et réception des prestations par la personne publique.

9.2. Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'information du maître d'ouvrage de l'acceptation par l'entrepreneur principal des pièces justificatives servant de base au paiement direct, prévue par l'article 8 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des demandes de paiement des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au pouvoir adjudicateur et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

9.3. Intérêts moratoires

Le paiement s'effectuera par mandat administratif, le délai global de paiement ne pouvant excéder trente (30) jours.

Le défaut de paiement dans le délai fixé par le marché donne lieu de plein droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et suivants et R. 2192-31 et suivants du code de la commande publique.

9.4. Présentation et transmission des factures

9.4.1. Présentation des factures

Le titulaire, ou le mandataire, seul habilité à présenter les demandes de paiement du titulaire en cas de groupement d'entreprises, remet une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché public et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comportent les mentions énumérées à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique.

Les factures portent les indications suivantes :

- Le numéro de marché généré par l'application informatique Chorus (indiqué en page de garde de l'acte d'engagement) ;
- Le numéro du bon de commande généré par l'application informatique Chorus ;
- Le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par l'application informatique CHORUS à savoir : FAC9510075.
- Siret : 11000201100044.

Pour les prestations relevant de l'accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande, le numéro CHORUS sera indiqué sur chaque bon de commande. Un devis donne lieu à un bon de commande et à un numéro CHORUS. A chaque bon de commande correspond une facture.

Le titulaire indiquera également sur la facture le nom et les coordonnées de la personne en charge du suivi administratif et financier du dossier.

En cas de groupement d'opérateurs économiques avec paiement sur des comptes séparés, le mandataire précise les montants à régler à chacun des cotraitants.

En cas de sous-traitance, il doit être mentionné la nature des prestations exécutées par le sous-

traitant, leur montant total HT, leur montant TTC, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC.

9.4.2. Dématérialisation des factures

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, la transmission par le titulaire ou ses sous-traitants admis au paiement direct de factures sous forme électronique est obligatoire via le portail public de facturation « Chorus Pro » : <https://chorus-pro.gouv.fr>

10. Nantissement

Le présent marché public peut faire l'objet de cession ou de nantissement de créances conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

11. Pénalités

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le maître d'œuvre dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Concernant les pénalités de retard, des dérogations au CCAG-MOE sont prévues :

- par dérogation à l'article 16.2.1, aucune exonération des pénalités de retard ne sera appliquée ;
- par dérogation à l'article 16.2.3, le montant des pénalités de retard n'est pas celui issu de la formule de calcul prévue au CCAG.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, les pénalités applicables dans le cadre du présent marché sont énumérées ci-après.

Pour l'application de ces pénalités, il est précisé que la plage des heures ouvrées est considérée comme allant de 8 h 00 à 18 h 00.

11.1 Retard dans l'exécution de la maintenance préventive

En cas de retard de plus de deux (2) semaines calendaires dans l'exécution de la maintenance préventive par rapport au planning prévisionnel établi, une pénalité de deux cents (200) euros sera appliquée par jour calendaire de retard excédant le délai.

11.2 Non-respect des dates des interventions programmées

Le non-respect des dates des interventions programmées (non-respect non signalé 48 heures ouvrés à l'avance) implique une pénalité de quatre-vingt (80) euros par jour ouvrés de retard.

11.3 Dépassement du délai d'intervention ou du délai de remise en état provisoire

En cas de dépassement du délai contractuel d'intervention ou du délai de remise en état provisoire lors des interventions d'urgence à la suite d'une défaillance, une pénalité de quatre-vingt (80) euros par heure de retard et par défaillance, temps compté en heures entières par excès, sera appliquée au titulaire.

La pénalité pour dépassement du délai de mise en place des protections nécessaires suite à un désordre est de cinquante (50) euros par heure de dépassement du délai contractuel.

11.4 Délai de remise en état définitive

En cas de retard dans la remise en état définitive des ouvrages, le titulaire subit une pénalité modulée suivant le type de matériel ou équipement concerné, et appliquée dans les conditions

suivantes :

- pour les ouvrages considérés comme essentiels, tout dépassement de délai entraîne l'application d'une pénalité uniforme de quatre cents (500) euros par jour ouvré et par ouvrage jusqu'à remise en état définitive de fonctionnement. Les ouvrages essentiels sont définis au CCTP ;
- pour les ouvrages non essentiels, le MOA se réserve le droit de consulter d'autres entreprises en cas de non réponse du titulaire.

11.5 Absence aux réunions programmées

L'absence du représentant du titulaire et/ou du contremaître du titulaire aux réunions programmées implique une pénalité de quatre-vingt (80) euros par personne et par retard ou absence.

Cette pénalité s'applique aussi dans le cas où le représentant du titulaire ne dispose pas des qualités techniques, administratives et financières pour échanger avec ses interlocuteurs des sujets présents à l'ordre du jour de la réunion.

11.6 Non remise de document d'exploitation à fournir

Le titulaire se voit appliquer une pénalité de cent (100) euros par jour ouvré de retard par rapport aux délais prévus au CCTP pour :

- Rapport de prise en charge (2 mois après la notification)
- Planning de maintenance 1ère année (2 mois après la notification)
- Rapport annuel d'exploitation année N (3 semaines après le début de l'année N+1)
- Proposition annuelle de travaux (le 30 juin de chaque année ; et le 31 août pour les prix détaillés)

11.7 Non tenue à jour ou présentation de documents

Pour chaque document (non listé ci-avant) prévu ou demandé au marché, non présenté ou constaté non à jour, une pénalité de quatre-vingt (80) euros est appliquée par jour ouvré de retard suivant le délai prévu ou le constat signifié au titulaire.

11.8 Non présentation des déclarations de sous-traitance (DC4)

La non transmission des déclarations de sous-traitance dûment complétées et des documents nécessaires, durant le mois de la prise d'effet du marché ou 15 jours ouvrées avant la date de première intervention dudit sous-traitant si celle-ci est effectuée dans le premier mois du marché, expose le titulaire à une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard, nonobstant les autres pénalités applicables liées à l'interdiction d'intervenir sur le site en l'absence de DC4 (retard dans l'exécution du planning, délai d'intervention,...).

11.9 Non restitution des documents techniques en fin de marché

En cas de non-restitution des documents définis dans l'état des lieux de prise en charge, le dernier jour du marché, une pénalité égale à 5% du prix global forfaitaire annuel du marché total sera appliquée.

Cette pénalité s'ajoute à toutes les pénalités en cours sans limitation.

11.10 Non-respect d'un délai d'exécution

En cas de non-respect du délai d'exécution stipulé dans le marché, un bon de commande, le titulaire encourt une pénalité de cent (100) euros par jour ouvré de retard.

11.11 Non-respect d'une obligation du marché

En cas de non-respect d'une obligation du titulaire prévue dans le marché qui ne fait pas l'objet d'une pénalité spécifique au présent article, l'administration peut appliquer une pénalité forfaitaire de 100 € par constat signifié lors d'une réunion hebdomadaire ou mensuelle, et enregistré au compte-rendu correspondant.

11.12 Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance

En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance avant le début d'exécution des travaux, le titulaire subira une pénalité de cinquante euros (50,00 €) par jour calendaire de retard constaté.

11.13 Suivi des pénalités

Le suivi de ces pénalités le cas échéant, sera communiqué au titulaire au début de chaque mois afin de les intégrer dans la situation mensuelle. Les pénalités seront consignées dans le tableau de suivi des bons de commandes et pénalités annexé au présent CCAP.

12. Opérations de réception

Il sera fait application du chapitre 5 du CCAG-Travaux.

13. Assurance

Le titulaire doit disposer d'une assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité générale ou professionnelle qu'il peut encourir au titre contractuel, délictuel ou quasi-délictuel en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels causés lors de l'exécution des prestations objet du contrat.

De même, le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux et autres conséquences d'un défaut de fonctionnement des installations.

Ces garanties couvrent :

- son activité tant sur les lieux de travail que pendant les trajets et déplacements vers le site ou requis par ses prestations au titre des missions afférentes au contrat ;
- les dommages causés au tiers, en particulier aux immeubles avoisinants ;
- les matériels et objets qui lui sont confiés dès leur mise à disposition et tant qu'il en dispose.

Les attestations d'assurance, précisant la nature, le montant, la durée de garantie et les franchises éventuelles des contrats d'assurances souscrits par le titulaire, doivent être communiquées au Conseil d'Etat au plus tard dans les 5 (cinq) jours calendaires qui suivent l'attribution du marché.

14. Changements relatifs à la situation juridique du titulaire

14.1 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de changement lié au statut du titulaire, celui-ci doit adresser au Conseil d'Etat, dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

Conseil d'Etat
Direction de la prospective et des finances
Bureau des marchés

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par la personne publique.

14.2 Changement de personnalité morale du titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le Conseil d'Etat, via un courrier recommandé dans les plus brefs délais, à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie ainsi que le futur titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales.

Pour ce faire, le titulaire doit, au regard des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le Conseil d'Etat est alors adressé au titulaire.

Dans le cas contraire, le Conseil d'Etat peut prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

15. Résiliation

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-Travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les dispositions suivantes :

- pendant l'exécution du marché, en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, la résiliation du marché peut être prononcée aux torts du titulaire après mise en demeure préalable.

Conformément aux dispositions de l'article 52 du CCAG-Travaux, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire qui ne sauraient souffrir aucun retard.

16. Différends et litiges

Il est convenu entre les parties que seules les pièces contractuelles détenues par l'administration feront foi en cas de litige ou d'interprétation portant sur le présent marché public.

La procédure de règlement amiable des différends susceptibles de survenir en cours d'exécution du marché est celle prévue aux articles R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique.

Les litiges nés à l'occasion de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public entre le maître d'ouvrage et le titulaire et qui ne peuvent être réglés à l'amiable seront soumis au tribunal administratif de Paris.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations

qui pourraient survenir entre le Conseil d'Etat et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

17. Dérogations au CCAG applicable

Liste des articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé et intitulé des articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Intitulé des articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	Pièces constitutives
9	Assurance
10.1.4	Règlement des comptes
16.2.1 16.2.3 19	Pénalités